



Rapport

**Visite de l'honorable Noël A. Kinsella,
président du Sénat,
et d'une délégation parlementaire, à Rome,
à la Cité du Vatican, à Skopje, à Podgorica et à Belgrade**

du 2 au 12 septembre 2013

L'honorable Noël A. Kinsella, président du Sénat, et une délégation de sénateurs se sont rendus à Rome, à la Cité du Vatican, à Skopje, à Podgorica et à Belgrade du 2 au 12 septembre 2013.

La délégation a l'honneur de présenter son

Rapport

La délégation officielle, dirigée par le président Noël A. Kinsella, était composée des membres suivants :

L'honorable Noël A. Kinsella, sénateur, président du Sénat;

M^{me} Ann Kinsella;

L'honorable Percy Downe, sénateur;

L'honorable Salma Ataullahjan, sénatrice;

M^{me} Janelle Feldstein, chef de cabinet du président du Sénat;

M^{me} Elizabeth Rody, chef du protocole du Parlement; et

M. David Gagnon, secrétaire de la délégation.

ROME

Contexte

La civilisation occidentale doit beaucoup à la Rome antique, surtout pour ce qui est du développement politique et des arts. Rome fut fondée en 753 av. J.-C. et fut gouvernée par des rois jusqu'en 509 av. J.-C., lorsqu'elle devint une république. Elle devint un empire en 45 av. J.-C. sous Jules César. À un moment donné, Rome gouvernait la majorité du monde méditerranéen (s'étendant du territoire français et allemand d'aujourd'hui au territoire turc d'aujourd'hui).

Rome demeure le centre politique de l'Italie. Le chef d'État en Italie est le président qui est élu pour un mandat de sept ans par un collège électoral constitué de deux chambres et d'un certain nombre de représentants régionaux. La charge est en grande partie honorifique; le président peut également opposer son veto à des dispositions législatives, mais une simple majorité des deux chambres peut passer outre à ce veto. Le chef du gouvernement est le premier ministre. Le pouvoir exécutif est conféré au premier ministre et à son Cabinet ou à son Conseil de ministres qui sont responsables devant le Parlement. Le premier ministre est, en règle générale, le chef du parti majoritaire ou de la coalition majoritaire. Le Parlement, lequel est bicaméral, possède la compétence législative. Le Sénat et la Chambre des députés possèdent des pouvoirs identiques, c'est-à-dire que les deux mènent leurs activités et prennent des décisions de façon indépendante et les deux doivent adopter toutes les dispositions législatives avant qu'elles soient acheminées au président aux fins de signature. Le Sénat est composé de 315 membres élus (certains directement, d'autres par représentation proportionnelle régionale) pour un mandat de 5 ans, et de 7 membres supplémentaires nommés à vie (y compris tous les anciens présidents). La Chambre

des députés est formée de 630 membres élus (certains directement, d'autres par représentation proportionnelle régionale) pour un mandat de 5 ans.

Objectifs

Voici les objectifs de la visite :

- Renforcer les relations entre le Canada et l'Italie;
- Favoriser l'établissement d'un dialogue parlementaire permanent et de futurs échanges parlementaires;
- Favoriser des échanges éducatifs;
- Discuter de l'importance des accords de mobilité;
- Favoriser la collaboration entre les ports de chargement;
- Souligner l'éventail des intérêts du Canada dans la région;
- Discuter de l'importance des conventions collectives; et
- Favoriser l'échange de recherches dans le domaine de l'agriculture.

Rencontres

À Rome, la délégation a rencontré Son Excellence Pietro Grasso, Président du Sénat de la République italienne; M. Luigi de Maio, vice-président de la Chambre des députés de la République italienne; et M. Pier Ferdinando Casini, président du comité des Affaires étrangères et président honoraire de l'Union interparlementaire (UIP).

Rencontre avec Son Excellence Pietro Grasso, Président du Sénat de la République italienne

Son Excellence Pietro Grasso a souhaité la bienvenue à la délégation et a indiqué qu'il souhaitait renforcer la coopération parlementaire entre le Sénat de l'Italie et celui du Canada. Il a fait l'éloge du Canada pour son travail dans la lutte contre le crime organisé qui lui a autrefois permis de régler un cas lorsqu'il était un procureur anti-mafia. Le président Kinsella a discuté de l'importance d'établir des liens entre les législatures nationales. Il a abordé de façon positive les relations entre le Canada et l'Italie et a indiqué qu'il attachait une grande valeur à la diplomatie parlementaire. Il a mentionné que la Consultation des présidents d'assemblée du G20 a permis la tenue de discussions franches entre les parlementaires sur divers sujets et a ajouté qu'il attendait avec impatience la prochaine rencontre à Saint-Pétersbourg.

Le Président Grasso et le président Kinsella ont manifesté leur enthousiasme pour la future coopération économique entre les deux pays. Ils ont convenu que la signature d'un accord de libre-échange se révélerait profitable aux deux économies, permettant ainsi à la relation d'atteindre un nouveau palier. Le président Kinsella a proposé que l'Italie tire pleinement parti de la Porte de l'Atlantique afin d'avoir un meilleur accès au marché nord-américain. Les deux participants étaient d'avis qu'il serait également profitable à leurs économies d'accroître la mobilité des jeunes.

À la fin de la rencontre, le président Kinsella a présenté une lettre d'invitation à l'intention d'un représentant de l'administration du Sénat de l'Italie à participer au

Programme d'études des hauts fonctionnaires parlementaires offert par le Parlement du Canada.

Rencontre avec M. Luigi de Maio, vice-président de la Chambre des députés de la République italienne

Les deux présidents ont mentionné les avantages des échanges parlementaires et le besoin de multiplier les liens entre leurs chambres respectives. Ils ont discuté des échanges internationaux d'étudiants et ont convenu de l'importance de ces échanges dans l'ère de mondialisation dans laquelle nous vivons aujourd'hui. Le président Kinsella a affirmé que les jeunes d'aujourd'hui peuvent s'attendre à changer de carrière et d'emploi, en moyenne, dans trois différents pays. L'élimination des obstacles à la mobilité constitue un important objectif à atteindre.

Le président Kinsella a indiqué que le développement de l'industrie pétrolière au Canada représente une possibilité économique pour l'Italie. Le transport du pétrole brut d'Halifax jusqu'en Italie à un prix concurrentiel et en une courte période deviendra bientôt une réalité. Le vice-président a mentionné que l'Italie souhaite attirer des investissements étrangers. Il a également indiqué que les entreprises italiennes connaissent du succès au Canada. Le président Kinsella a ajouté que les nombreux Italiens venus au Canada ont aussi contribué à l'histoire du pays.

Les deux présidents d'assemblée ont discuté des possibilités de coopération future entre leurs pays respectifs. Dans le but de favoriser l'établissement de relations plus étroites, le président Kinsella a présenté une lettre d'invitation à l'intention d'un représentant de l'administration de la Chambre des députés de l'Italie à participer au Programme d'études des hauts fonctionnaires parlementaires offert par le Parlement du Canada.

Rencontre avec M. Pier Ferdinando Casini, président du comité des Affaires étrangères et président honoraire de l'UIP

M. Casini a indiqué que cette visite témoignait de l'amitié entre le Canada et l'Italie. Il a exprimé ses préoccupations relativement aux mesures d'austérité adoptées par les pays européens après le ralentissement économique. Il est d'avis que les compressions ont contribué à l'entravement du niveau d'emploi et que l'Italie a besoin d'une nouvelle politique économique axée sur la croissance économique. De même, M. Casini a mentionné la nécessité de trouver une solution pacifique au conflit syrien.

Le président Kinsella a énoncé certaines des difficultés qui se sont présentées pendant la rencontre de l'UIP à Québec en 2012 ainsi que la nécessité de moderniser les activités de l'organisation. Il a ajouté qu'il se pourrait que le Canada se retire de l'organisation, car l'efficacité de celle-ci fait actuellement l'objet d'un débat. La sénatrice Ataullahjan, présidente de la division canadienne de l'UIP, a fait l'éloge du travail accompli par l'organisation au fil des ans, une opinion que partageait le président Kinsella. M. Casini, qui est également président honoraire de l'UIP, a proposé de rédiger une lettre demandant que le Canada maintienne sa participation à l'UIP.

M. Casini et le président Kinsella ont discuté des façons d'améliorer la relation économique entre l'Italie et le Canada. Ils étaient favorables à l'augmentation de la mobilité des jeunes en tant que façon de mieux répondre aux besoins économiques de deux pays.

CITÉ DU VATICAN

Contexte

L'État de la Cité du Vatican est un territoire qui consiste principalement en une enclave indépendante de 0,5 km² dans la ville de Rome. Le pape dirige le Saint-Siège avec l'appui de la Curie romaine, composée de 25 ministères membres du cabinet (la Secrétairerie d'État, 9 congrégations, 3 tribunaux et 12 conseils pontificaux), dont chacun est habituellement dirigé par un cardinal et pourvu d'un personnel formé de diplomates et de bureaucrates professionnels qui reflètent le caractère multinational de l'Église.

La Secrétairerie d'État, en coordination avec le reste de la Curie romaine, est responsable des affaires internes du Saint-Siège en tant qu'autorité centrale de l'Église catholique (première section) et des relations externes avec les États et la communauté internationale (seconde section).

Objectifs

Voici les objectifs de la visite :

- Engager un dialogue, une défense des intérêts et une coopération relativement à un large éventail de questions revêtant une importance pour le Canada;
- Promouvoir le dialogue interconfessionnel et les droits de la personne; et
- Améliorer les relations.

Rencontres

À la Cité du Vatican, la délégation a rencontré les personnes suivantes : l'archevêque Dominique Mamberti, secrétaire pour les Relations avec les États; Son Éminence le cardinal Marc Ouellet, préfet, Congrégation pour les évêques et président de la Commission pontificale pour l'Amérique latine; et Monseigneur Enrico dal Covolo, recteur de l'Université du Latran.

Rencontre avec l'archevêque Dominique Mamberti, secrétaire pour les Relations avec les États

Le président Kinsella et l'archevêque Mamberti ont discuté de la récente mise sur pied du Groupe d'Amitié Parlementaire Canada–Saint-Siège. Tous deux étaient d'accord pour dire que le Groupe témoignait des liens solides qui se sont établis au cours des dernières années. Le président Kinsella a expliqué les grands avantages de la diplomatie parlementaire qui intervient à l'échelle bilatérale et multinationale. Il a affirmé qu'il aimerait voir se multiplier les échanges universitaires avec l'Université du Latran. De même, il a annoncé que le gouvernement du Canada avait récemment créé le

Bureau de la liberté de religion du Canada. Son ambassadeur, M. Andrew Bennett, fait activement la promotion de la tolérance religieuse.

Préoccupés par la situation en Syrie et par la possibilité qu'elle s'étende aux pays voisins, les participants ont discuté des façons de régler le conflit de manière pacifique. Ils étaient tous d'avis qu'un dialogue interconfessionnel permanent serait nécessaire pour préserver et protéger les communautés religieuses qui font partie de l'histoire de la région. Ainsi, l'archevêque Mamberti a été heureux d'entendre parler de la création récente du Bureau de la liberté de religion du Canada en ce sens qu'il reconnaît l'importance de la religion dans la vie d'un être humain.

Il a été convenu que les Nations Unies jouent un rôle essentiel pour ce qui est de permettre le dialogue entre les représentants de tous les pays reconnus et qu'il faudrait que le Conseil de sécurité adopte des réformes lui permettant de faire respecter le droit international. Le Président a indiqué que l'UIP constituait également un point central pour le dialogue parlementaire à l'échelle mondiale.

Rencontre avec Son Éminence le cardinal Marc Ouellet, préfet, Congrégation pour les évêques et président de la Commission pontificale pour l'Amérique latine

Après avoir expliqué les avantages et les bienfaits de la diplomatie parlementaire, le président Kinsella a annoncé que le Parlement du Canada avait mis sur pied le Groupe d'Amitié Parlementaire Canada–Saint-Siège qui contribuera à renforcer les liens. Il a mentionné qu'il aimerait créer un programme d'échanges universitaires avec l'Université du Latran. De même, le Président a abordé la nomination d'Andrew Bennett en tant que premier ambassadeur du Bureau de la liberté de religion du Canada. Il a commenté l'importance de promouvoir la tolérance de sorte que les minorités religieuses dans le monde entier puissent pratiquer leur religion sans crainte de répression.

Son Éminence le cardinal Marc Ouellet et le président Kinsella ont discuté du conflit syrien. Ils ont tous deux convenu de l'importance de trouver une solution pacifique. Son Éminence a ajouté que le pape avait fait appel à tous les catholiques afin qu'ils prient et jeûnent pour la paix en Syrie. Pour répondre à une question posée par Son Éminence, le chargé d'affaires du Saint-Siège, M. Jon Allen, a expliqué que le gouvernement du Canada craignait que le conflit ne s'étende aux pays voisins. Il a ajouté que le gouvernement offrait de l'aide aux réfugiés et qu'il n'était pas favorable à une intervention militaire pour le moment.

Rencontre avec Monseigneur Enrico dal Covolo, recteur de l'Université du Latran

Le président Kinsella a fait part de son souhait que le nombre d'échanges d'étudiants entre le Canada et le Saint-Siège pourrait augmenter. Il a expliqué les avantages de cette augmentation tant pour les étudiants que pour leur pays d'origine. Selon lui, l'expertise de l'Université du Latran dans le domaine du droit canon et du droit international pourrait se révéler profitable aux étudiants canadiens et l'Université du Latran pourrait s'associer à une université semblable (p. ex. l'Université Saint-Paul) afin

d'offrir aux étudiants la possibilité d'étudier à l'étranger. Le Président a indiqué que le Groupe d'Amitié Parlementaire Canada–Saint-Siège pourrait participer à l'inauguration d'un tel programme. Monseigneur Covolo était d'accord avec le président Kinsella relativement à la nécessité de multiplier les échanges d'étudiants entre le Canada et le Saint-Siège. À l'heure actuelle, la moitié des étudiants de l'Université du Latran sont des étudiants étrangers. Après la rencontre, on a offert à la délégation de visiter les installations principales de l'Université.

SKOPJE

Contexte

Skopje est la ville où siège l'Assemblée monocamérale (Sobranie), dont les 123 députés sont élus au scrutin proportionnel pour des mandats de quatre ans. Les partis doivent obtenir au moins 5 % des votes pour être représentés au Parlement. Les lois sont adoptées par vote majoritaire des membres présents; le quorum correspond au tiers du nombre de députés. La Constitution a été modifiée conformément à l'accord-cadre d'Ohrid; en vertu de ces changements, les lois qui portent sur les droits des communautés et l'autonomie locale nécessitent l'approbation de la majorité des députés qui représentent les communautés minoritaires, ainsi qu'une majorité au Parlement.

Le pouvoir exécutif comprend le président, qui est élu pour des mandats de cinq ans et qui est le commandant des forces armées. Le président détient peu de pouvoirs officiels et peut retarder l'adoption d'une loi, mais n'a pas de droit de veto sur les lois. Le premier ministre, qui est le chef du gouvernement et qui est nommé officiellement par le président parmi les membres du parti ou du groupe de partis qui forme la majorité à l'Assemblée, est aussi un membre de l'exécutif. Depuis que la Macédoine est indépendante, tous ses gouvernements ont été des gouvernements de coalition formés de partis qui représentent les Macédoniens et les Albanais de souche.

Objectifs

La visite avait pour objectifs de :

- renforcer les relations entre le Canada et la Macédoine;
- mettre en lumière l'éventail des intérêts du Canada dans la région;
- renforcer les liens économiques;
- susciter des discussions sur les politiques en matière d'affaires étrangères en ce qui concerne les questions d'intérêt international et commun;
- favoriser le dialogue interconfessionnel;
- discuter de l'importance des droits de la personne;
- favoriser les échanges d'étudiants;
- souligner l'importance de la diplomatie parlementaire;
- discuter de la coopération militaire;
- discuter de l'importance des accords sur la mobilité; et
- favoriser la recherche dans le domaine de l'agriculture.

Rencontres

Pendant son séjour à Skopje, la délégation a rencontré Son Excellence Nikola Gruevski, premier ministre de la République de Macédoine; Son Excellence Trajko Veljanoski, président de l'Assemblée de la République de Macédoine; M. Igor Ivanovski, président du Groupe parlementaire pour la coopération avec le Parlement du Canada; le major-général Goranko Koteski, chef de l'Armée de la République de Macédoine; M^{me} Valentina Bozinovska, présidente de la Commission pour les relations avec les communautés et les groupes religieux, ainsi que des dirigeants de groupes confessionnels de Macédoine; Chris Pavlovski, PDG de Cosmic Development; et M^{me} Maya Petrusheva, présidente du Centre académique des études.

La délégation s'est rendue à Tetovo, où elle a rencontré le maire de la ville, M^{me} Teuta Arifi.

La délégation s'est ensuite rendue à Ohrid, où elle a rencontré Son Excellence Gjorge Ivanov; président de la République de Macédoine et le professeur Velimir Stojkovski, recteur de l'Université Saints-Cyrille-et-Méthode.

Rencontre avec Son Excellence Nikola Gruevski, premier ministre de la République de Macédoine

Le premier ministre a déclaré que la Macédoine est une économie libre qui cherche à attirer des investissements étrangers. Il s'est dit en faveur d'une coopération économique accrue avec le Canada et a dit souhaiter la conclusion imminente d'un accord sur la promotion et la protection des investissements étrangers. Il a remercié le Canada d'avoir soutenu l'adhésion de la Macédoine à l'Union européenne et à l'OTAN et a remercié le Canada d'utiliser le nom officiel de son pays dans ses relations bilatérales avec la Macédoine. Le premier ministre a dit qu'il souhaitait que le différend qui oppose la Macédoine à la Grèce sur la question du nom du pays soit réglé, en soulignant que les deux pays entretiennent des liens économiques étroits, comme en témoignent les nombreux investisseurs et touristes grecs qui se rendent en Macédoine. Le premier ministre a également souligné la création d'un Groupe d'amitié et a exprimé le souhait pour une libéralisation du régime des visas.

Le président Kinsella a transmis les salutations du premier ministre Harper et a fait état du succès et de la contribution des Macédoniens qui ont réussi au Canada. Il a déclaré que le Canada est un pays avec une petite population doté de l'une des plus anciennes démocraties parlementaires au monde. Le Canada, comme la Macédoine, bénéficie d'une grande diversité culturelle et religieuse. Le Président a fait remarquer que le Canada continue de soutenir l'adhésion pleine et entière de la Macédoine à l'OTAN et à l'Union européenne. Il a mentionné que son pays était aux étapes finales de la signature d'un accord commercial avec l'Union européenne qui, l'espère-t-il, pourra s'appliquer à la Macédoine dans un avenir rapproché. Après avoir souligné que les jeunes d'aujourd'hui peuvent s'attendre à travailler dans trois pays différents au cours de leur carrière, le Président a rappelé la nécessité d'améliorer la mobilité des jeunes. Il faudrait déployer des efforts pour permettre un meilleur accès aux marchés de l'emploi

et pour offrir davantage de possibilités d'enseignement. Le président a dit souhaiter que le processus de demande de visa soit facilité par l'ouverture du centre de réception des demandes de visa à Skopje.

Rencontre avec Son Excellence Trajko Veljanoski, président de l'Assemblée de la République de Macédoine

Son Excellence Trajko Veljanoski a souhaité chaleureusement la bienvenue à la délégation et s'est dit très heureux d'accueillir une délégation canadienne, pays qu'il a adoré visiter il y a quelques années. Il a remercié le Canada d'utiliser le nom constitutionnel de son pays dans le cadre des relations bilatérales entre les deux pays et pour son aide militaire fournie dans le cadre des missions de l'OTAN. Il a affirmé que la Macédoine aspire à faire partie de l'Union européenne et souhaite attirer davantage d'investissements provenant de l'étranger.

Le président Kinsella a dit que la délégation était honorée de visiter la Macédoine en rappelant que nous avons tous beaucoup à gagner de la diplomatie parlementaire. Il a mentionné que le Canada est reconnaissant à l'égard des immigrants de la Macédoine qui ont quitté leur pays pour contribuer à bâtir le Canada. Il a ajouté que les relations entre le Canada et la Macédoine avaient bénéficié de la collaboration des deux pays dans le cadre de la mission de l'OTAN en Afghanistan. Il a ensuite abordé la Syrie, où un paradigme de paix fondé sur la liberté de religion et de conscience pourrait contribuer à régler le conflit actuel.

Le président du Parlement macédonien s'est dit en accord avec le président Kinsella sur l'importance du rôle de la diplomatie parlementaire. Il a souligné que les parlementaires peuvent parfois ouvrir des portes que les gouvernements ne peuvent ouvrir. Il a mentionné qu'il avait eu l'occasion de constater les liens solides qui unissent le Canada et la Macédoine lorsqu'il s'est rendu au Canada et qu'il avait été ravi de voir qu'un Groupe d'amitié de la République de la Macédoine avec le Parlement du Canada avait été créé. Sur la question syrienne, il a insisté sur l'importance de trouver une solution pacifique et rapide afin d'éviter une détérioration de la situation.

Le président Kinsella a proposé que les deux groupes d'amitié parlementaire cherchent des moyens de favoriser la mobilité des jeunes. Il a ajouté que les études montrent que les jeunes d'aujourd'hui changeront de carrière et travailleront en moyenne dans trois différents pays. Dans ce contexte, il faut mondialiser la mobilité des gens et faire tomber les barrières. Il a ajouté que les obstacles à l'investissement devraient être levés afin de permettre aux entreprises d'être plus compétitives. L'initiative canadienne de la Porte de l'Atlantique, de ses avantages et des nouveautés à venir dans domaine du transport des marchandises ont aussi été discutées.

Enfin, le président Kinsella a parlé du Programme d'études des hauts fonctionnaires parlementaires, organisé par le Parlement du Canada, et a remis une lettre d'invitation.

Rencontre avec M. Igor Ivanovski, président du Groupe parlementaire pour la coopération avec le Parlement du Canada

M. Igor Ivanovski, qui était également accompagné par d'autres parlementaires faisant partie du groupe, a fait référence à l'allocution que le Président a prononcée devant le Parlement avant la rencontre et a réitéré le point de vue du Président selon lequel la diplomatie parlementaire peut servir à cultiver de bonnes relations. Il a remercié le Canada d'avoir soutenu la Macédoine dans ses démarches auprès de l'OTAN et a affirmé que la création d'un groupe de coopération au Canada contribuerait à solidifier les relations entre les deux pays. Il a précisé que les secteurs de l'éducation, du tourisme et du commerce représentaient des occasions qu'il valait la peine d'explorer.

Le président Kinsella a invité les deux groupes de coopération à élaborer des projets concrets. Il a proposé que les deux groupes facilitent par exemple les échanges d'étudiants universitaires. Il a soutenu qu'en raison du faible taux de natalité au Canada, les universités canadiennes auront besoin d'un plus grand nombre d'étudiants étrangers pour assurer leur avenir.

Les membres du groupe de coopération ont parlé de l'importance de coopérer avec la diaspora macédonienne. Le sénateur Downe a souligné que les gens d'origine macédonienne ont contribué à l'histoire du Canada, opinion partagée par la sénatrice Ataulhjan, qui a ajouté que l'ambassadeur de la Macédoine au Canada fait un travail remarquable pour faire valoir les intérêts du pays.

Rencontre avec le major-général Goranco Koteski, chef de l'Armée de la République de Macédoine

Le major-général Koteski a remercié le Canada d'avoir soutenu l'adhésion de la Macédoine à l'OTAN et d'avoir fourni de l'aide à l'instruction militaire. Il a expliqué que l'Armée de Macédoine compte environ 8 000 membres et qu'elle se modernise actuellement pour être conforme aux normes de l'OTAN. En réponse à la question du Président, il a indiqué que la plupart des ressources de l'Armée faisaient partie des forces terrestres puisque la Macédoine est un pays enclavé.

Le président Kinsella a expliqué que les deux chambres du Parlement du Canada ont des comités permanents qui se penchent sur les questions de défense et qui ont présenté des comptes rendus de la contribution de la Macédoine aux missions de maintien de la paix. Le major-général a indiqué qu'il existe une excellente coopération entre la Macédoine et les pays de l'OTAN. Il a fait état de la réussite de la mission de maintien de la paix entreprise conjointement avec les États-Unis en 2010. Cette mission, qui comportait un volet d'instruction, pourrait être reproduite avec le Canada, a suggéré le major-général.

Rencontre avec Mme Valentina Bozinovska, présidente de la Commission pour les relations avec les communautés et les groupes religieux, ainsi que des dirigeants de groupes confessionnels de Macédoine

Des représentants des principales religions de la Macédoine ont assisté à la rencontre. M^{me} Bozinovska a amorcé la discussion en rappelant que le pays s'est engagé à faire

respecter les droits religieux, ce que reconnaît le Conseil de l'Europe. Elle a mentionné que depuis son accession à l'indépendance, la Macédoine a déployé des efforts pour intégrer les communautés religieuses et que ce processus s'est déroulé sans l'intervention de l'État.

Le président Kinsella a déclaré que la société canadienne est elle aussi une société multiculturelle et multiconfessionnelle et qu'elle a bénéficié de la sagesse des gens d'origine macédonienne qui ont immigré au Canada. Il a affirmé que les fonctionnaires devraient être libres d'exprimer leurs opinions s'ils le souhaitent. Il a félicité la Macédoine pour avoir agi en créant cette organisation qui, selon lui, est un modèle de réconciliation fondé sur un principe fondamental des droits de la personne, celui de la liberté de religion et de conscience. Il a affirmé que les principes de l'organisation pouvaient contribuer à protéger le pays contre les atrocités comme celles qui sont commises actuellement en Syrie.

Les représentants des principales communautés religieuses ont fait part au président de leurs expériences. Le représentant de l'Église macédonienne a expliqué que sa communauté avait été très active au Canada, en donnant comme exemple les nombreuses églises construites après la Deuxième Guerre mondiale, en particulier à Mississauga. Il a remercié le Canada pour sa tolérance religieuse. Le président l'a informé de la création récente du Bureau de la liberté de religion du Canada et qui aura le même mandat à l'étranger.

Le chef de la communauté islamique a également souligné l'ouverture canadienne aux différentes confessions. Il a déclaré qu'il recevait fréquemment des commentaires positifs de musulmans vivant au Canada.

Le chef de l'Église catholique romaine a souligné la diversité qui existe à l'intérieur de l'Église qu'il représente. Il a affirmé que le lendemain, l'Église allait célébrer le 10^e anniversaire de la béatification de Mère Teresa, qui est née dans un quartier central de Skopje. Il a souligné les préoccupations de son Église au sujet de la situation en Syrie.

Un représentant de la communauté juive a expliqué que le peuple juif est établi en Macédoine depuis longtemps. La petite communauté juive est bien intégrée à la société macédonienne et a fondé différentes institutions culturelles comme le Mémorial de l'Holocauste des Juifs de Macédoine.

Le représentant de l'Église méthodiste a affirmé qu'il était fier de vivre dans un pays dans lequel son Église était bien traitée et respectée par l'État.

Rencontre avec Chris Pavlovski, PDG de Cosmic Development

Au cours de cette rencontre, le président Kinsella a rappelé l'importance de tirer pleinement parti de l'initiative visant les jeunes voyageurs. Il a également souligné les avantages d'une entente permettant d'éviter la double imposition pour les sociétés comme Cosmic Development, qui ont des bureaux dans plusieurs pays.

Cosmic Development est une entreprise de taille moyenne qui emploie une soixantaine de personnes. Elle a été fondée par deux jeunes entrepreneurs de Toronto. À la fin de la rencontre, les membres de la délégation ont eu droit à une visite des bureaux de l'entreprise, au cours de laquelle il a été question des différences entre le Canada et la Macédoine du point de vue des investisseurs.

Rencontre avec M^{me} Maya Petrusseva, présidente du Centre académique des études

Le président Kinsella a mentionné qu'il y aurait lieu d'augmenter le nombre d'échanges d'étudiants entre le Canada et la Macédoine. Il a expliqué les bienfaits de ces échanges pour les étudiants et leur pays d'origine. Il s'est dit préoccupé par le faible nombre d'étudiants canadiens qui prennent part aux programmes d'échange.

M^{me} Petrusseva a expliqué que l'un des principaux objectifs du Centre académique des études était d'informer la population macédonienne sur les possibilités d'enseignement à l'étranger. Le Centre présente aux étudiants des cours de préparation à des tests académiques normalisés comme le Test TOEFL. Chaque année, le Centre organise un salon où des milliers de personnes se réunissent pour se renseigner sur les possibilités d'enseignement offertes.

La discussion a ensuite porté sur les raisons pour lesquelles les étudiants ne prennent pas part davantage aux échanges d'étudiants. Le président Kinsella a souligné les avantages de conclure des accords qui permettent aux étudiants de payer leurs droits de scolarité réguliers pendant qu'ils étudient à l'étranger. Il a ajouté qu'il faudrait augmenter le nombre de programmes d'échange dans les écoles techniques. M^{me} Petrusseva a ensuite abordé la question de la barrière des langues, en soulignant qu'il y avait peu de programmes offrant des cours en anglais en Macédoine. Elle a déclaré que les processus stricts de demande de visa peuvent dissuader des étudiants de présenter une demande. L'ambassadeur du Canada en Macédoine a expliqué que le nouveau centre de réception des demandes de visa allait contribuer à régler ce problème.

Rencontre avec M^{me} Teuta Arifi, maire de Tetovo

Au début de la rencontre, le maire Teuta Arifi a expliqué que sa municipalité, la deuxième en importance en Macédoine, est une ville multiethnique. Elle a expliqué qu'elle avait entrepris sa carrière politique à l'échelon national avant de devenir maire et que la ville possède un bon potentiel de collaboration avec le Canada.

Le président Kinsella a parlé de son intérêt pour la diplomatie parlementaire, en ajoutant que ce type de diplomatie est différent de la diplomatie des pouvoirs exécutifs. La diplomatie parlementaire sert à faire des rencontres et d'échanger des idées sans être soumise aux contraintes qui limitent la marge de manœuvre des pouvoirs exécutifs, ce qui permet aux participants de s'exprimer plus librement.

La discussion a ensuite porté sur l'importance de bâtir une infrastructure publique de qualité pour soutenir la prospérité. Le maire a indiqué que le gouvernement de la

Macédoine avait adopté des lois qui accordent aux municipalités un meilleur contrôle sur les projets d'infrastructure. Elle a mentionné que Tetovo devait investir davantage dans ses réseaux d'aqueduc et son système de gestion des déchets.

Le maire Arifi a expliqué que l'éducation était un champ de compétence partagé en Macédoine, c'est-à-dire que les villes gèrent les écoles primaires et secondaires, tandis que l'État verse le salaire des enseignants. Une discussion a suivi sur les différents programmes d'enseignement adoptés par les écoles, qui tiennent compte des différences culturelles et régionales. Le président Kinsella a demandé si cette sensibilisation aux réalités culturelles s'appliquait à la religion. Le maire a répondu que des cours sur la religion étaient offerts et que la plupart des étudiants choisissaient un cours intitulé « Éthique des religions ».

À la demande du Président, le maire a présenté un aperçu économique de sa ville. La ville, dans laquelle la population albanaise forme une majorité relative, compte deux universités et possède un bon potentiel économique, bien que le taux de chômage soit élevé. Le président Kinsella a parlé des avantages économiques de la signature d'accords de libre-échange et a exprimé le souhait de voir le commerce bilatéral prendre de l'ampleur entre le Canada et la Macédoine.

Rencontre avec Son Excellence Gjorge Ivanov, président de la République de Macédoine

Son Excellence Gjorge Ivanov s'est dit heureux de la coopération efficace entre le Canada et la Macédoine, en particulier dans le domaine de l'éducation. Il a souligné les nombreuses ressemblances entre les deux pays, y compris le fait que les deux pays respectent la diversité culturelle et religieuse. Puisque de nombreux empires se sont succédé sur le territoire macédonien, le pays est un berceau du multiculturalisme depuis plusieurs siècles et a préservé de nombreuses traditions. La Macédoine utilise ce modèle de coexistence pour régler les différends qui l'opposent à ses voisins, notamment la Grèce.

Le président Kinsella a indiqué que le Canada a beaucoup de respect pour l'histoire de la Macédoine. Il a expliqué qu'il est important pour le monde entier de préserver les réalisations du passé. Il a poursuivi en décrivant le système politique canadien, qui est un jeune système démocratique inspiré du modèle de Westminster et qui peut s'adapter au changement. Il a mentionné que le Canada avait pris conscience de la nécessité de favoriser et de protéger le multiculturalisme dans les années 1980 et que des lois ont été adoptées pour renforcer de façon progressive la préservation de la diversité.

Le président Kinsella a remercié le président d'avoir assisté à sa conférence sur les droits de la personne à l'Université Saints-Cyrille-et-Méthode, en expliquant qu'il voyait dans sa présence une grande marque de respect. Le Président a mentionné que l'énergie positive qui anime les étudiants qu'il a rencontrés lui donne beaucoup d'espoir pour l'avenir de la Macédoine.

Le Président a dit souhaiter que le régime des visas actuels soit modifié de manière à faciliter la liberté de mouvement, en particulier pour les jeunes. Il a annoncé qu'un

nouveau centre de réception des demandes de visa ouvrira bientôt à Skopje et a exprimé le souhait que ce nouveau centre accélère le processus de délivrance des visas.

L'ambassadeur du Canada en Macédoine a mentionné que les milieux journalistiques canadiens se préoccupaient de l'affaire Kezorovski (journaliste macédonien en détention préventive); le président a répondu que le pouvoir exécutif ne pouvait pas intervenir dans le processus judiciaire.

Rencontre avec le professeur Velimir Stojkovski, recteur de l'Université Saints-Cyrille-et-Méthode

À cette rencontre, le professeur Velimir Stojkovski et le président Kinsella ont exploré des moyens d'accroître le nombre d'accords en matière d'éducation entre le Canada et la Macédoine. Étant donné que les deux pays offrent beaucoup de formation en foresterie et en agriculture, il faudrait prioriser l'amélioration de la collaboration dans ces domaines. Le président Kinsella a ajouté que la collaboration pouvait aussi être envisagée dans le secteur minier. Le sénateur Downe a suggéré qu'une coopération dans le domaine de l'aquaculture soit envisagée avec des universités de l'est du pays, compte tenu de leur expérience dans ce domaine.

L'Université Saints-Cyrille-et-Méthode est fréquentée par environ 50 000 étudiants, et environ un millier d'entre eux viennent de l'étranger. L'Université a accepté le Processus de Bologne et offre cinq programmes conjoints de grade en collaboration avec des universités étrangères.

Autres rencontres

À Skopje, le Président du Sénat a prononcé une allocution devant le Parlement et participé à une cérémonie de dépôt de gerbes de fleurs au pied d'un monument érigé à la mémoire des héros macédoniens tombés au combat. La délégation a également rencontré M^{me} Biljana Markovic, chef de la division de Skopje de Macédoine 2025, ainsi que des membres de Macédoine 2025. Puis, à Ohrid, le Président a fait un exposé à l'Université Saint-Paul-Apôtre. La délégation a également gagné une meilleure appréciation de la culture du pays en visitant brièvement divers sites religieux, culturels et historiques.

PODGORICA

Contexte

Podgorica est la capitale du Monténégro. Située sur la rive est de la mer Adriatique, la République du Monténégro est un petit pays montagneux et frontalier de la Bosnie-Herzégovine et de la Croatie à l'ouest et au nord-ouest, de la Serbie au nord, du Kosovo (une ancienne province de la Serbie qui a déclaré son indépendance en février 2008) à l'est, et de l'Albanie au sud-est. Sa population, qui s'élève à environ 650 000 habitants, est composée à 43 % de Monténégrins et à 32 % de Serbes, mais elle compte également des Bosniaques, des Albanais, des musulmans, des Croates et des Roms. La langue officielle du pays est le monténégrin, mais l'usage du serbe, du bosnien, de l'albanais et du croate est aussi accepté officiellement.

Le Monténégro est une République démocratique. Sa législature est une Assemblée nationale (la *Skupstina*), qui est un organe unicaméral avec 81 sièges. Le chef d'État est le président, élu par vote direct pour un mandat de cinq ans renouvelable une seule fois. Le premier ministre, dont la nomination doit être proposée par le président et acceptée par le parlement, est le chef du gouvernement et le responsable de la législature. Les membres de la *Skupstina* sont élus par vote direct pour des mandats de quatre ans. La dernière élection parlementaire a eu lieu en octobre 2012. À l'issue de celle-ci, la coalition menée par le Parti démocratique des socialistes (DPS) avait remporté 39 des 81 sièges. Après l'élection, la coalition a accueilli des parlementaires des collectivités albanaises et croates, leur octroyant un total de 45 sièges.

Objectifs

Les objectifs de la visite étaient les suivants :

- améliorer les relations entre le Canada et le Monténégro;
- faire ressortir l'éventail des intérêts du Canada dans la région;
- resserrer les liens économiques;
- promouvoir les échanges éducatifs;
- encourager le commerce maritime et la collaboration;
- discuter de l'importance des accords sur la main-d'œuvre;
- encourager la mise en commun des résultats de la recherche dans le domaine de l'agriculture; et
- discuter de l'importance des accords sur la mobilité de la main-d'œuvre.

Réunions

Pendant sa visite à Podgorica, la délégation a rencontré les personnes suivantes : Son Excellence Filip Vujanovic, président du Monténégro; Son Excellence Milo Djukanovic, premier ministre du Monténégro; et Son Excellence Ranko Krivokapic, président du Parlement du Monténégro.

La délégation a visité Tivat, où elle a rencontré M. Krsto Bošković, adjoint au maire de la municipalité de Tivat.

La délégation s'est ensuite rendue à Bar, où elle a rencontré des responsables de la Marine du Monténégro.

Réunion avec Son Excellence Filip Vujanovic, président du Monténégro

Le président a fait part de son désir de voir le Monténégro adhérer à l'UE et à l'OTAN dans un avenir prochain. Il a déclaré que le Monténégro est déterminé à respecter les critères de l'UE qui s'appliquent aux nouveaux membres et a expliqué que la position stratégique de son pays pourrait constituer un atout pour l'OTAN. Le président s'est dit persuadé que cette visite permettra de renforcer les liens économiques entre les deux pays, ajoutant qu'il avait été très impressionné par le projet de la marina Porto Montenegro dirigé par l'investisseur canadien Peter Munk.

Le président Kinsella a fait savoir que l'élargissement de l'UE revêtait un grand intérêt pour le Canada, qui négocie actuellement un accord de libre-échange avec l'UE. Cet accord, s'il est ratifié, pourrait propulser les relations entre le Canada et l'UE à un tout nouveau sommet. Il a également exprimé son désir de voir le Monténégro rejoindre l'UE et l'OTAN. Le président Kinsella a suggéré que la coopération économique avec le Canada pourrait prendre de l'ampleur si un chantier naval était transformé en un lieu de réparation pour les yachts. Il a par ailleurs mentionné qu'un plus grand nombre de partenariats entre les universités et les écoles techniques était nécessaire pour permettre aux jeunes d'évoluer dans une société mondiale.

Le président s'est dit d'accord avec le président Kinsella sur la nécessité de pousser plus loin les projets de collaboration économique et éducative. Il a terminé en affirmant qu'une protection légale pour les investisseurs des deux pays, comme une entente visant à éviter une double imposition, devrait être mise en place.

Rencontre avec Son Excellence Milo Djukanovic, premier ministre du Monténégro

Son Excellence Milo Djukanovic a accueilli chaleureusement la délégation, insistant sur le fait qu'il s'agissait de la première visite de hauts dignitaires canadiens depuis la déclaration d'indépendance du Monténégro. Il a tenu à remercier le Canada d'avoir soutenu la candidature du Monténégro à l'UE et à l'OTAN, se disant satisfait de la coopération de son pays avec le Canada dans les domaines de la défense et de l'économie. S'attardant sur la coopération économique, il a affirmé que le projet de la marina Porto Montenegro mis de l'avant par l'investisseur canadien Peter Munk était un succès sur tous les plans et que d'autres investissements canadiens seraient les bienvenus. Le premier ministre a également souligné que les deux pays coopèrent dans la lutte contre le terrorisme et le blanchiment d'argent. Le premier ministre a présenté un survol de l'histoire de son pays et expliqué que le Monténégro avait réussi tant bien que mal à éviter les conflits après la partition de la Yougoslavie et à préserver son identité multiethnique. Cette stabilité a grandement contribué à restaurer l'indépendance du pays. Aujourd'hui, le pays souhaite renforcer la primauté du droit, mettre en place des stratégies pour utiliser les ressources de manière durable et stimuler la croissance économique.

Après avoir procédé aux présentations d'usage des membres de la délégation canadienne, le président Kinsella a parlé de la diplomatie parlementaire, une forme de diplomatie qui permet aux parlementaires de se rencontrer et de partager des idées, sans les contraintes qui existent à l'échelon exécutif. Il s'est dit impressionné par l'attachement aux principes de la démocratie qu'il a constaté à l'échelle de la région, compte tenu de son passé turbulent. Le multiculturalisme est un aspect incontournable de la culture canadienne et le Canada est reconnaissant envers les Monténégrins qui ont décidé d'immigrer au Canada. Une plus grande coopération économique entre les deux pays ainsi qu'à des projets éducatifs seraient utiles; moins d'obstacles aux investissements et à la mobilité de la main-d'œuvre contribueraient à atteindre ces objectifs. Il s'est ensuite attardé sur l'importance d'être créatifs, citant en guise d'exemple le HEC Hotel Residence, à Miločer, qui a décidé de conclure un partenariat

avec le Collège Algonquin pour offrir des programmes d'éducation et de formation pratique de haut niveau en tourisme et en accueil.

Les participants ont convenu que le resserrement des liens économiques et éducatifs serait avantageux pour les deux pays.

Réunion avec Son Excellence Ranko Krivokapic, président du Parlement du Monténégro

Son Excellence Ranko Krivokapic a informé la délégation qu'il avait rencontré le président Kinsella à quelques reprises par le passé. Il a affirmé que son pays était reconnaissant envers le Canada de son soutien à la candidature du Monténégro visant à adhérer à l'Union européenne et à l'OTAN.

La discussion a ensuite évolué sur l'importance de bâtir, à long terme, une démocratie florissante. Selon le président du Parlement du Monténégro, des élections justes sont des éléments essentiels de la démocratie. Le président Kinsella a ajouté que les missions d'observation des élections étaient très utiles pour encourager le développement de la démocratie.

L'importance du travail réalisé par les associations parlementaires des parlements des deux pays en vue d'améliorer la coopération interparlementaire a également été soulignée. Le président du Parlement du Monténégro était d'avis que les forums comme l'UIP offraient une tribune pour la tenue de discussions franches sur des questions d'intérêt. Au sujet du niveau de collaboration au sein de l'association parlementaire de l'OTAN, il a fait savoir que son parlement était reconnaissant envers le Canada de son soutien envers la candidature du Monténégro pour rejoindre les rangs de l'OTAN.

Réunion avec M. Krsto Bošković, adjoint au maire de la municipalité de Tivat

Depuis la crise économique, les élus de Tivat ciblent leurs efforts sur la création d'emplois et investissent dans l'infrastructure municipale, comme les systèmes d'alimentation en eau, dans le but de stimuler l'économie et d'attirer plus d'investisseurs. L'adjoint au maire a souligné que le nombre de touristes qui visitent Tivat est en hausse et qu'un projet visant à agrandir l'aéroport est en cours de discussion.

Réunion avec la Marine du Monténégro

La rencontre s'est déroulée sur un navire de la Marine, où la délégation a eu droit à une présentation sur la Marine du Monténégro. La Marine, outre l'aide qu'elle offre dans le domaine de l'environnement, effectue des missions de recherche et de sauvetage. Elle possède un équipement de base qui peut servir aux missions de l'OTAN, et ses bateaux de patrouille peuvent être utilisés autant pour des missions de combat que pour des tâches non militaires, comme le contrôle du trafic maritime. Le niveau de coopération en matière de défense avec le Canada a également été abordé, le fait saillant étant que la Marine du Monténégro a essentiellement bénéficié d'une formation linguistique jusqu'à maintenant.

Autres

Pendant son séjour à Tivat, la délégation a rencontré les dirigeants de Porto Montenegro. La délégation s'est également rendue à Miločer et a pu observer la mise en pratique des techniques canadiennes de formation professionnelle au Centre d'éducation en hôtellerie.

BELGRADE

Contexte

La ville de Belgrade a une population de plus de 1,6 million d'habitants et est la capitale de la Serbie. La République de Serbie est un pays enclavé situé dans la partie centrale de la Péninsule balkanique, en Europe du Sud-est. La Serbie partage une frontière à l'ouest avec le Monténégro, la Bosnie-Herzégovine et la Croatie; au nord avec la Hongrie; à l'est avec la Roumanie et la Bulgarie; et au sud avec la République de Macédoine. Le pays partage également une frontière au sud avec la République du Kosovo, une ancienne province serbe autonome qui a déclaré son indépendance en février 2008. La Serbie comprend la province autonome de Voïvodine, située dans la partie nord du pays.

En vertu des clauses de la Constitution de novembre 2006, le pouvoir législatif appartient à l'Assemblée nationale de la République de Serbie, une assemblée unicamérale composée de 250 membres. Les membres sont élus pour un mandat de quatre ans à l'aide d'un système de représentation proportionnelle à scrutin de liste. Le président de la République est directement élu pour un mandat de cinq ans et est responsable de nommer le premier ministre, nomination qui doit être entérinée par l'Assemblée nationale. Les prochaines élections parlementaires sont prévues en mai 2016, tandis que les prochaines élections présidentielles auront lieu en mai 2017.

Objectifs

Les objectifs de la visite étaient les suivants :

- resserrer les relations entre le Canada et la Serbie;
- promouvoir l'établissement d'un dialogue parlementaire continu et des échanges parlementaires futurs;
- consolider les liens économiques;
- discuter de politiques étrangères concernant des questions d'intérêt internationales et mutuelles;
- encourager un dialogue interconfessionnel;
- promouvoir les échanges éducatifs;
- faire ressortir l'éventail des intérêts du Canada dans la région;
- discuter de l'importance des accords sur la mobilité de la main-d'œuvre; et
- encourager la mise en commun des résultats de la recherche dans le domaine de l'agriculture.

Réunions

Pendant sa visite à Belgrade, la délégation a rencontré les personnes suivantes : Son Excellence Tomislav Nikolić, président de la République de Serbie; Son Excellence Ivica Dačić, premier ministre de la République de Serbie; Son Excellence le D^r Nebojša Stefanović, président de l'Assemblée nationale de la République de Serbie; M. Sasa Radulovic, ministre des Finances; M. Zoran Bojanić, président du Groupe d'amitié Serbie-Canada; M. Miloš Aligrudić, président du comité des Affaires étrangères; et la D^{re} Aleksandra Tomić, présidente du comité de l'Économie, du Développement régional, du Commerce, du Tourisme et de l'Énergie.

La délégation a ensuite pris le chemin de Novi Sad, où elle a rencontré les personnes suivantes : M. Bojan Pajtić, président du gouvernement de la Voïvodine; M. István Pásztor, président de l'Assemblée de la Voïvodine; des représentants des minorités religieuses de la Voïvodine; et le professeur Miroslav Vesković, recteur de l'Université de Novi Sad.

Réunion avec Son Excellence Tomislav Nikolić, président de la République de Serbie

Le président Kinsella a déclaré que la complexité historique de cette partie de l'Europe était d'une grande importance dans la formation du monde tel qu'on le connaît aujourd'hui. Il a assuré que le Canada, en tant que société multiculturelle, trouve important de préserver les nombreuses traditions du monde.

Il a ajouté que les économies sont toutes liées les unes aux autres et qu'il faut donc encourager un flux libre de capital humain, en particulier les jeunes. Il a proposé quelques solutions à ce problème, notamment un rapprochement des collèges techniques et des universités.

Le président de la Serbie a déclaré qu'il avait occupé le poste de président de l'Assemblée nationale de la Serbie pendant sept ans. Il a affirmé que les Serbes étaient nombreux à choisir d'immigrer au Canada dans l'espoir d'y trouver une vie meilleure. Il a expliqué que la population de la Serbie étant vieillissante, le pays s'employait à mettre en place des conditions qui pourraient inciter ses citoyens à revenir s'établir dans leur pays natal.

Le président a fait remarquer que le Canada, à l'instar de la Serbie, est une société multiculturelle et multiconfessionnelle. Il a expliqué que la Serbie avait été durement touchée par la partition de la Yougoslavie et qu'elle souhaite maintenant rejoindre l'Union européenne à la première occasion. Aux questions du président Kinsella sur l'avancement des pourparlers à ce sujet, le président a affirmé avoir bon espoir que la Serbie pourra rejoindre sous peu l'UE, puisque ses relations avec ses pays voisins sont stables, bien qu'il demeure quelques tensions avec le Kosovo. Le président Kinsella a répliqué que le Canada souhaitait, par cette visite, manifester son soutien envers la Serbie afin qu'elle devienne membre de l'UE. Il a ajouté qu'un resserrement des relations économiques était important et a invité le président à venir en visite au Canada.

Réunion avec Son Excellence Ivica Dačić, premier ministre de la République de Serbie

Le premier ministre de la Serbie a remercié le Canada pour son aide technique dans le domaine de la santé. Il a fait remarquer que les échanges commerciaux entre le Canada et la Serbie sont faibles par rapport au potentiel qui existe. Le premier ministre a indiqué que le Canada accueille de nombreux immigrants d'origine serbe. Les trois priorités de son pays sont de joindre l'Union européenne, de régulariser ses relations avec le Kosovo et d'encourager la croissance économique. De plus, le pays souhaite bâtir une infrastructure moderne (routes, ponts et aéroports) pour devenir plus concurrentiel. La Serbie aimerait également une libéralisation du régime d'octroi des visas pour ses citoyens qui voyagent au Canada.

Le président Kinsella a transmis les salutations du premier ministre Harper. Afin de resserrer les relations économiques, il a proposé que le Canada et la Serbie tirent pleinement profit de leur position géographique respective pour faire le pont entre le marché de consommation le plus important de l'Occident (les États-Unis) et de l'Orient (la Russie). Pour y arriver, il faudrait que le Canada et la Serbie deviennent tous les deux des zones de transit des marchandises. Dans ce modèle, les importations des États-Unis seraient tout d'abord expédiées dans les provinces du Canada atlantique, où le réseau ferroviaire très étendu permettrait une expédition rapide et efficace partout sur le territoire américain. Le président Kinsella a également proposé que les universités spécialisées dans le secteur des TI offrent des programmes d'échange aux étudiants canadiens et serbes. À ses yeux, il est très important d'acquérir une expérience éducative internationale dans le monde d'aujourd'hui.

Les discussions ont également porté sur la nécessité de lutter contre le blanchiment d'argent et la corruption, une entreprise qui relève du tour de force lorsque certaines organisations internationales possèdent plus de capitaux que certains États.

Réunion avec Son Excellence le D^r Nebojša Stefanović, président de l'Assemblée nationale de la République de Serbie

Le président Kinsella a remercié Son Excellence le D^r Nebojša Stefanović pour son accueil et est revenu sur la rencontre qu'ils ont eue lors de la Conférence de l'UIP à Québec en 2012. Le président Stefanović a répondu que cela avait été un honneur de le rencontrer et que la visite témoignait des liens croissants qui unissent les deux pays. Il a ensuite énuméré les priorités de la Serbie, qui sont notamment d'adhérer à l'Union européenne, de bâtir une économie plus solide et d'améliorer la coopération régionale.

Le président Kinsella a parlé des avantages de la diplomatie parlementaire, qui se veut un forum efficace pour trouver des solutions créatives à des difficultés et des problèmes mutuels. Il a ajouté que la mondialisation commande un flux libre de capital. Les investissements canadiens, qui sont en plein essor, doivent encore augmenter. Les deux pays devraient se pencher sur un accord commun de protection des investissements étrangers, ainsi que sur un accord en matière de transport aérien. Selon lui, il faut davantage de programmes qui offrent la chance aux générations futures d'aller étudier à l'étranger. Finalement, le président a ajouté que le Canada

négoçiait un accord de libre-échange avec l'Union européenne, un accord qui pourrait, un jour, englober la Serbie si elle se joint à l'UE.

Dans l'espoir d'approfondir la coopération parlementaire, le président Kinsella a recommandé la tenue de réunions de comité mixtes réunissant des membres des deux chambres. Il a suggéré que les comités se rencontrent pour partager des pratiques exemplaires sur le multiculturalisme, tandis que le président de l'Assemblée nationale de Serbie a proposé des rencontres au sujet de l'égalité entre les sexes.

À la fin de la rencontre, le président Kinsella a parlé du Programme d'études des hauts fonctionnaires parlementaires, mis sur pied par le Parlement du Canada, et a remis une lettre d'invitation.

Réunion avec des personnalités d'affaires canadiennes et M. Sasa Radulovic, ministre des Finances de la Serbie

Le président Kinsella a exprimé l'espoir de voir le commerce bilatéral entre le Canada et la Serbie prendre de l'ampleur afin que les relations entre les deux pays atteignent un nouveau sommet. Selon lui, il est dans l'intérêt national du Canada de créer des conditions économiques et politiques favorables pour les investisseurs canadiens. Les deux pays sont sur la bonne voie et le président Kinsella a mentionné le traité supprimant la double imposition qui vient tout juste d'être conclu. Si l'on veut que les deux pays deviennent plus concurrentiels, il a souligné l'importance de favoriser la mobilité du capital humain, particulièrement des générations plus jeunes.

M. Sasa Radulovic, ministre des Finances, s'est joint aux participants et a décrit les défis économiques que la Serbie doit relever. Il a fait part de son plan pour attirer les investisseurs étrangers, qui devrait favoriser la création d'emplois bien rémunérés. Il a également parlé de la nécessité d'offrir un soutien aux chômeurs, de modifier les lois du travail et de s'attaquer à la corruption. Le ministre a demandé aux entreprises autour de la table de mettre sur pied un mécanisme qui lui permettrait de recevoir des conseils et des commentaires réguliers sur les lois, les règlements et le climat des affaires en général. Le président Kinsella a suggéré que les entreprises forment un conseil des affaires canado-serbe.

Réunion avec M. Zoran Bojanić, président du Groupe d'amitié Serbie-Canada

M. Zoran Bojanić et le président Kinsella ont parlé de la nécessité de mettre sur pied un Groupe d'amitié Serbie-Canada pour hisser la relation entre les deux pays à un nouveau sommet. Le président du Groupe d'amitié Serbie-Canada a indiqué que la coopération avec le Canada avait toujours été bonne, comme en témoigne l'immigration massive serbe au Canada. Le président Kinsella a profité de l'occasion pour souligner l'importante contribution que les nombreux Serbes apportent à la mosaïque canadienne. Les discussions ont également porté sur les nombreuses perspectives économiques qui attendent les deux pays lorsque plus d'obstacles aux investissements et à la main-d'œuvre seront éliminés.

Réunion avec M. Miloš Aligrudić, président du comité des Affaires étrangères

M. Miloš Aligrudić a affirmé espérer que les réunions de haut niveau permettront d'approfondir les volets politiques et économiques de la relation qui unit la Serbie et le Canada. Même s'il est conscient que le commerce bilatéral est déjà en hausse, le président espère néanmoins que les investissements canadiens continueront d'affluer. Les entreprises canadiennes qui investissent en Serbie jouissent d'une bonne réputation. Il est revenu sur l'objectif principal de la politique étrangère de la Serbie, qui est d'adhérer à l'Union européenne, un objectif qui trouve l'appui du Canada. Il a demandé un changement au régime d'octroi des visas actuel, que les Serbes considèrent comme trop restrictif.

Le président Kinsella partageait son point de vue sur le régime d'octroi des visas, qui crée, selon lui, des obstacles difficiles à justifier dans l'économie mondiale qui est la nôtre de nos jours. Il espère que le Centre de réception des demandes de visa qui vient tout juste d'ouvrir ses portes à Belgrade facilitera le processus d'octroi des visas pour les Serbes qui veulent venir au Canada. Au sujet de la relation commerciale entre les deux pays, il a souligné l'avantage potentiel que représenterait l'adhésion de la Serbie à l'Union européenne, le Canada négociant actuellement un accord de libre-échange avec Bruxelles. Le Président a également proposé que les deux pays collaborent pour offrir plus de possibilités d'échanges étudiants.

Vers la fin de la rencontre, une carte de l'Amérique du Nord a été présentée par le Président aux membres du comité afin de leur montrer l'économie de coût et de temps que l'on peut réaliser en expédiant les marchandises au Canada plutôt qu'aux États-Unis.

Réunion avec la D^{re} Aleksandra Tomić, présidente du comité de l'Économie, du Développement régional, du Commerce, du Tourisme et de l'Énergie

La D^{re} Aleksandra Tomić a souhaité la bienvenue à la délégation, disant espérer que la visite du président Kinsella contribuera à rehausser le niveau d'échanges entre le Canada et la Serbie.

Le président Kinsella a déclaré que les parlementaires jouent un rôle important dans le développement économique parce qu'ils adoptent des lois favorisant les flux de capitaux. Il a souligné que le traité supprimant la double imposition signé par les deux pays aura une incidence positive sur les échanges économiques. Il a ajouté que le Canada est sur le point de ratifier un accord de libre-échange avec l'Union européenne, ce qui pourrait être profitable pour les deux pays advenant l'adhésion de la Serbie à celle-ci.

Tous les participants ont convenu que les liens économiques doivent être resserrés. Le sénateur Downe s'est dit persuadé que le nouveau traité incitera des investisseurs canadiens à venir faire affaire en Serbie. Le sénateur Ataullahjan a mentionné que les collections de vêtements tricotés serbes pourraient avoir un fort attrait sur les Canadiennes. En vue d'accroître le nombre de touristes dans les deux pays, un

participant a proposé le retour d'un vol direct Belgrade-Toronto. Le président Kinsella a parlé de perspectives très intéressantes dans le domaine du transport maritime.

Réunion avec M. Bojan Pajtić, président du gouvernement de la Voïvodine

Après avoir accueilli la délégation, M. Bojan Pajtić a expliqué que le respect des droits de la personne est un principe de la première importance dans la région qui permet aux nombreuses minorités de coexister. Il a fait savoir que la région accueille la seule école rom du pays. Il a déclaré que les habitants du Canada et de la Serbie ont toujours entretenu de bonnes relations, ce qui a contribué à forger des liens économiques plus solides. Il s'est dit fier que des investisseurs canadiens aient choisi la région pour bâtir une usine Magna.

Le président Kinsella a parlé de son intérêt envers les Balkans, en ajoutant que le Canada devait beaucoup aux personnes originaires de cette partie du monde dans sa formation. Il a insisté sur l'importance de promouvoir la gouvernance démocratique et le respect des droits de la personne. Il ne doute pas que l'ouverture d'une usine Magna sera profitable pour la région. Pour donner un nouvel élan à la relation entre les deux pays, il propose une coopération plus étroite dans les domaines des sciences et de l'agriculture.

Réunion avec M. István Pásztor, président de l'Assemblée de la Voïvodine

M. István Pásztor a fait un survol de l'histoire de la Voïvodine, une région de 2 millions d'habitants qui accueille une vingtaine de collectivités ethniques différentes. Il a déclaré que cette diversité était représentée dans l'assemblée de 120 membres, où 6 langues sont parlées. Des projets visant à préserver le patrimoine religieux de la région sont en cours de réalisation.

Le président Kinsella a dit que la délégation était impressionnée par l'esprit œcuménique qui l'a suivi tout au long de leur visite en Serbie. Le dialogue interconfessionnel et la collaboration étaient des éléments fondamentaux pour vivre en paix. Il a cité le domaine de l'agriculture comme un domaine de collaboration potentiel avec le Canada.

À la fin de la rencontre, une brochure sur le Programme d'études des hauts fonctionnaires parlementaires a été remise afin qu'un représentant de l'administration de l'Assemblée de la Voïvodine participe au programme offert par le Parlement du Canada.

Réunion avec des représentants de minorités religieuses

La réunion a eu lieu dans la seule Église gréco-catholique de Novi Sad. L'évêque a présenté tous les participants à la réunion. Il espère que le rassemblement marquera le début d'une nouvelle tradition œcuménique. Selon lui, une organisation qui a à cœur la collaboration interconfessionnelle est souhaitable pour faire le pont entre les différentes collectivités religieuses.

Le président Kinsella a souligné la richesse apportée par les collectivités religieuses de Novi Sad. Ce patrimoine exerce un attrait sur les Canadiens qui partagent ce modèle de société multiculturelle et multiconfessionnelle. Il a déclaré que les collectivités religieuses qui vivent en paix comprennent l'importance de la liberté de conscience et de religion. Les sénateurs Downe et Atallahjan ont félicité les représentants religieux pour le respect qu'ils témoignent envers leurs croyances religieuses mutuelles.

Réunion avec le professeur Miroslav Vesković, recteur de l'Université de Novi Sad

Le recteur a remercié le Président et la délégation de leur visite et a dit espérer voir plus d'accords de partenariat avec des universités canadiennes. L'Université de Novi Sad, qui compte approximativement 50 000 étudiants, jouit d'une bonne réputation en Europe et cherche maintenant à attirer plus d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs internationaux.

Les participants ont identifié des partenaires potentiels, notamment l'Université de Dalhousie et l'Université du Nouveau-Brunswick, deux universités qui offrent des programmes similaires à ceux que l'on retrouve à l'Université de Novi Sad. De plus, l'Université de Dalhousie, située à Halifax, est de taille semblable à celle de Novi Sad. Selon le sénateur Downe, l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard, qui offre une éducation de haut niveau dans les domaines de l'aquaculture et de la recherche biomédicale, mériterait d'être envisagée également.

Pour atteindre des résultats concrets, le président Kinsella a proposé de faire appel à l'Association des universités et collèges du Canada (AUCC). Il a indiqué qui serait prêt de communiquer avec l'Association et de transmettre une proposition au recteur afin d'accélérer le processus de négociation.

Autres

Pendant sa visite à Belgrade, la délégation a eu l'occasion de rencontrer des intervenants et des représentants canadiens participant à de nombreuses activités économiques en Serbie. Elle a également pu rencontrer des représentants de Tennis Canada lors d'une réception organisée par l'Ambassade du Canada. En outre, les membres de la délégation ont eu l'occasion de mieux apprécier la culture serbe en visitant différents sites tout au long de leur séjour en Serbie.

Remerciements

Les membres de la délégation canadienne veulent remercier leurs hôtes, Son Excellence Trajko Veljanoski, président de l'Assemblée de la République de Macédoine, Son Excellence Ranko Krivokapic, président du Parlement du Monténégro, et Son Excellence Nebojša Stefanović, président de l'Assemblée nationale de la République de Serbie, pour leur accueil chaleureux et leur généreuse hospitalité.

Les membres de la délégation veulent également remercier le personnel de l'ambassade canadienne pour sa coopération dans l'organisation de la visite. Plus particulièrement, ils tiennent à exprimer leur gratitude envers

M. Emmanuel Kamarianakis, chargé d'affaires canadien en Italie, M. Jon Allen, chargé d'affaires canadien à la Cité du Vatican, et M. Roman Waschuk, ambassadeur du Canada auprès de la République de Serbie, la République de Macédoine et le Monténégro, qui ont accompagné la délégation tout au long des rencontres et des activités.

Enfin, les membres de la délégation souhaitent remercier le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement du Canada ainsi que la Bibliothèque du Parlement pour tous les documents fournis pendant la préparation de leur voyage.

Respectueusement soumis,

Le président du Sénat,
L'honorable Noël A. Kinsella

Dépenses de voyage

Visite de l'honorable Noël A. Kinsella, président du Sénat, et d'une délégation parlementaire, à Rome, à la Cité du Vatican, à Skopje, à Podgorica et à Belgrade

DÉPLACEMENTS	34 526 \$
HÉBERGEMENT	4 678 \$
INDEMNITÉS QUOTIDIENNES	4 282 \$
PROTOCOLE	7 683 \$
FRAIS DIVERS	277 \$
TOTAL	51 446 \$